

Intervention CGT Education 34

Conférence de presse du jeudi 23 septembre 2021

Nous allons être reçus par M. le Secrétaire général du Préfet de l'Hérault, à qui nous allons présenter nos revendications.

L'attaque contre les lycées par le moyen des réformes a débuté, comme à son habitude, par les LP et la réforme de la voie professionnelle: la diminution drastique des heures de cours, notamment en enseignement général, fragilise nos élèves, met en danger leur réussite et la possibilité de poursuite d'études. On en voit déjà les conséquences pour nos jeunes fraîchement admis cette rentrée en première année de BTS par exemple, et qui se retrouvent en grande difficulté. De plus, l'accompagnement de l'élève nécessite un encadrement interprofessionnel : Assistante sociale, AED, AESH, infirmière scolaire, psychologue, qui est à l'heure actuelle assuré par des personnels en nombre très insuffisant et placés dans des conditions de travail très difficiles.

Tout ceci pour récupérer des moyens et combler le manque de personnels, alors que dans le même temps le gouvernement attribue une prime à l'embauche d'un apprenti de 5 000 € pour les mineurs et 8 000 € pour les majeurs sans condition pour les entreprises de moins de 250 salariés.

Le gouvernement a engagé un recrutement accru de contractuels pour palier le manque récurrent de professeurs, à présent tant dans le premier degré que dans le second degré. Et tout cela en refusant de recruter les enseignants sur liste complémentaire, devant l'amplitude des postes non pourvus aux concours (en tout 466 postes dans le primaire et 645 dans le secondaire, dont 234 postes de certifiés et une centaine de PLP).

Le Grenelle de l'Education, que la CGT Educ'action a quitté rapidement, proposait des mesures extrêmement dangereuses comme la revalorisation au mérite, le recrutement des personnels enseignants localement par les personnels de direction, le renforcement de l'autonomie des établissements, l'instauration d'une autorité hiérarchique dans la direction d'école ou une explosion des statuts et obligation de service. Nous exigeons une augmentation réelle des salaires, déjà pour récupérer les 20 % de baisse de pouvoir d'achat constatés depuis l'an 2000, et non, comme le déclarait il y a peu Mme Péresse, je cite, « un donnant-donnant d'un peu plus d'heures pour un peu plus de salaires ». C'est bien mal connaître les enseignants à qui ont été données toujours plus de missions et qui ont vu leur charge de travail s'alourdir chaque année, et ce sans aucune contrepartie.

Le ministère de l'Education nationale, au lieu de prendre à bras le corps les problèmes de recrutement et de revalorisation salariale, a lancé une campagne d'affichage nationale où apparaît une inquiétante confusion entre laïcité et des valeurs comme le vivre-ensemble, la coexistence ou le multiculturalisme. Cette campagne va à l'encontre des contenus pédagogiques utilisés par les enseignants pour appréhender au mieux cette notion de laïcité avec les élèves et correspond davantage à un dévoiement de la laïcité à des fins politiques, en stigmatisant les jeunes issus de l'immigration.

Notre mobilisation d'aujourd'hui est une première étape avant la grève interprofessionnelle du mardi 5 Octobre. Ne lâchons rien devant tant d'attaques ! Luttons, ensemble !